



SERVICES PUBLICS ATTAQUÉS  
DROITS DES FEMMES MENACÉS

LE 8 MARS 2025

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE POUR LES DROITS DES FEMMES



TOU·TES  
MOBILISÉ·ES

DES SERVICES PUBLICS FORTS POUR GARANTIR L'ÉGALITÉ

Cette nouvelle année 2025 pourrait s'annoncer bien sombrement sans l'organisation de la résistance dans un monde fragilisé par les extrémismes politiques et religieux. En effet, l'ancrage et la banalisation des idées d'extrême droite, largement relayées par la politique du gouvernement Macron-Bayrou, sont des dangers pour les valeurs que nous portons, en particulier, l'égalité des droits et la lutte contre toutes formes de violences, d'oppression et de discriminations. Du Moyen-Orient, aux États-Unis et passant par une partie de l'Europe, les droits de la moitié de la population, les femmes, sont menacés, voire annihilés tout simplement par des politiques rétrogrades et misogynes. Cette domination patriarcale et capitaliste qui réduit le sort des êtres humains aux seuls intérêts transactionnels de quelques

milliardaires et dirigeants autoritaires, heurte de plein fouet la dignité et l'intégrité des femmes du monde entier. Pour la CGT, il n'y a pas de fatalité !

Un des remparts aux inégalités et aux violences d'une société capitaliste, masculiniste et patriarcale est **le service public, bien commun et garant justement de l'égalité**. Ce n'est donc pas un hasard qu'il soit attaqué. La Fonction publique est sans cesse fragilisée par des politiques budgétaires d'austérité qui ont pour conséquences la non-effectivité de l'égalité salariale, la fermeture de services publics de santé, des réductions dans les services de justice et de l'éducation, 2,5 milliards d'économies dans les collectivités voulus par le gouvernement : quelles conséquences pour les agent-es, dans leur quotidien de travail, pour leur santé et leur rémunération ?

**NOUS REVENDIQUONS LE DROIT À LA SANTÉ, CE QUI PASSE PAR UNE PRISE EN COMPTE INDISPENSABLE DE DROITS SPÉCIFIQUES POUR LES FEMMES.**

**La fonction publique territoriale est composée de 63 % de femmes.** Leur santé, tant physique que mentale, est souvent mise à mal par des conditions de travail inadaptées et par une méconnaissance des spécificités féminines. Si des débats récents, comme celui sur l'endométriose, ont permis de

mettre en lumière certaines problématiques, il reste beaucoup à faire pour que la fonction publique prenne véritablement en compte la santé des agentes.

Nos employeurs, les pouvoirs publics à tous les niveaux doivent agir. Il y a urgence !